

Conférence internationale sur le financement de la politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest

Les représentants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), les partenaires techniques et financiers de la région et plusieurs acteurs non étatiques se sont réunis les 11 et 12 novembre à Abudja, au Nigeria, à l'occasion de la Conférence internationale sur le financement de la politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest (Ecowap). Adoptée en janvier 2005, l'Ecowap a été considérée dès son élaboration comme l'instrument de mise en œuvre d'un programme plus vaste, le Programme détaillé pour le développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) adopté en 2003 à Maputo par le Nepad (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique). Entre 2007 et 2008, les 15 pays de la Cédéao ont élaboré leurs Programmes nationaux d'investissements agricoles (PNIA) et un programme régional complémentaire sur lesquels s'appuie la mise en œuvre de l'Ecowap. Fin 2008, la Cédéao, le Parlement européen, la Commission européenne et la Banque mondiale s'étaient entendus pour faire de l'Ecowap un modèle de partenariat entre les bailleurs et les organisations régionales. Après avoir adopté un agenda de travail le 9 décembre 2008 à Paris, la Cédéao et ses partenaires avaient décidé d'organiser fin 2009 la conférence internationale sur le financement de l'Ecowap.

La conférence d'Abudja a permis l'adoption du Pacte régional de partenariat pour la mise en œuvre de l'Ecowap/PDDAA. Signé par les représentants de la Commission de la Cédéao, des partenaires techniques et financiers de la région, des organisations professionnelles du secteur agricole, de l'Union africaine et du secteur privé, le pacte affirme l'importance de mécanismes d'appui concertés dans la mise en œuvre de l'Ecowap et de l'engagement des parties prenantes dans la concrétisation de la politique agricole. De plus, la rencontre a également eu pour objectifs de partager la vision développée dans l'Ecowap/PDDAA, de présenter les résultats des réflexions sur les PNIA et d'adopter les modalités de mise en œuvre de l'Ecowap. Le représentant des partenaires techniques et financiers, Angel Losada, ambassadeur d'Espagne au Nigeria, a d'ailleurs souligné l'importance de l'Ecowap, expliquant que « *l'investissement agricole ne peut réussir s'il ne s'accompagne pas d'harmonisation des politiques et de régulation du marché* ».

La FAO alerte sur l'état de la sécurité alimentaire

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié le 11 novembre son nouveau rapport trimestriel « [Perspectives de récoltes et situation alimentaire](#) ». La FAO y indique que la production mondiale de céréales devrait atteindre un niveau globalement satisfaisant. En Afrique subsaharienne, la situation de certaines régions paraît néanmoins inquiétante. En Afrique de l'Est en particulier, le rapport indique que « *la situation suscite de fortes inquiétudes à causes de prévisions de pertes de récoltes et pâturages dues à plusieurs facteurs : le manque de pluies dans plusieurs régions, la recrudescence des conflits, la perturbation des échanges internationaux et la persistance des prix alimentaires élevés* ». En Afrique de l'Ouest, la production 2009 sera inférieure à la bonne récolte de l'année précédente. Dans cette région, les niveaux des prix restent largement supérieurs aux niveaux de 2007 et la baisse des récoltes dans le Nord du Nigeria, le Sud du Niger, le Mali et le Tchad fait craindre à la FAO une nouvelle hausse des prix. Hafez Ghanem, sous-directeur général de la FAO, a déclaré à ce sujet que « *pour les plus démunis de la planète qui consacrent jusqu'à 80% de leur budget familial à la nourriture, la crise des prix alimentaires n'est pas terminée* ».

Rencontre sur la crise économique en Afrique à Addis-Abeba

La Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'ONU ont organisé du 11 au 13 novembre une conférence intitulée « *Promouvoir le développement en période de crises économiques et financières* » à Addis-Abeba, en Ethiopie. Rassemblant de nombreux experts et responsables politiques, la conférence a mis en exergue une prévision de croissance inférieure à 2% pour l'ensemble du continent africain en 2009. « *La crise économique et financière mondiale a frappé le continent africain à un moment où sa croissance tournait autour de 5 à 6%. Jusqu'en mai dernier, nous espérions une croissance d'environ 2.3%, mais maintenant, selon les estimations en octobre, nous avons revu ce chiffre à la baisse* », ont constaté les experts de la BAD. Face à la crise, les responsables africains ont affirmé l'importance d'élaborer de nouvelles politiques se basant sur une plus grande intégration régionale et une diversification économique. Lors de la conférence, le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, a regretté que les pays développés n'aient pas aidé davantage l'Afrique face à la crise : « *Au vu des sommes colossales dépensées pour sauver les banques et les industries, on peut considérer que le montant requis pour les objectifs du millénaire (...) était donc bel et bien là et pouvait être débloqué à tout moment* ».

Sources : AFP, APA, Reuters, CEDEAO, African Union Commission, FAO, Le Monde.